« Elle n'a pas même épargné ses membres ! » Les épurations de la Convention nationale entre 1793 et 1795

*« Elle n'a pas même épargné ses membres ! » Parliamentary Purging at the
National Convention between 1793 and 1795*

Mette Harder

Traducteur : Silvain Vanot

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/13615>
DOI : 10.4000/ahrf.13615
ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2015
Pagination : 77-105
ISBN : 9782200929855
ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Mette Harder, « « Elle n'a pas même épargné ses membres ! » Les épurations de la Convention nationale entre 1793 et 1795 », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 381 | juillet-septembre 2015, mis en ligne le 01 septembre 2018, consulté le 23 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/13615> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.13615>

« ELLE N'A PAS MÊME ÉPARGNÉ SES MEMBRES ! » LES ÉPURATIONS DE LA CONVENTION NATIONALE ENTRE 1793 ET 1795¹

Mette HARDER

Entre 1793 et 1794, la Convention nationale expulse un grand nombre de représentants du peuple de son sein. Accusés de crimes politiques, des députés girondins, dantonistes et, finalement, robespierristes, sont arrêtés, mis en prison et souvent traduits au Tribunal révolutionnaire et condamnés à mort : « La Révolution dévore [non seulement] ses enfants », mais détruit aussi ses dirigeants principaux et une partie importante de la nouvelle élite politique républicaine. François Furet regardait ces épurations des hommes politiques comme les conséquences immédiates d'une idéologie jacobine et terroriste qui voyait des complots partout et insistait sur la nécessité de « régénérer » le corps politique jusqu'à la personne même du représentant du peuple. Cette théorie n'explique pourtant pas la continuation d'une politique épuratoire à la Convention après la chute des robespierristes. Pourquoi plus de cent conventionnels deviennent-ils les victimes d'une nouvelle vague d'arrestations après la fin de la Terreur ? Le but de cet article sera d'identifier des continuités entre les épurations successives des conventionnels sous la Terreur et la réaction, et, d'autre part, entre les politiques épuratoires de ces deux périodes.

Mots-clés : épuration, Convention nationale, Terreur, réaction, complot.

Entre 1793 et 1795, la Convention nationale prit des mesures d'épuration contre bon nombre de ses membres. Accusés de crimes

(1) Traduction française assurée par Silvain Vanot.

politiques, des députés furent arrêtés, incarcérés, jugés par des tribunaux ou des commissions militaires et, parfois, condamnés à être déportés ou exécutés : Jean-Paul Marat, le premier représentant du peuple à comparaître devant le tribunal révolutionnaire ; ceux que l'on nommait girondins, arrêtés en juin et octobre 1793 ; les proches de Danton, puis de Robespierre ; les derniers montagnards, et les législateurs soupçonnés d'être royalistes en 1795². Non seulement la Révolution dévorait sa progéniture, mais elle anéantissait ses principaux responsables politiques et une bonne partie de la nouvelle élite de la République. François Furet, Mona Ozouf, avec d'autres, ont interprété ces épurations comme la conséquence logique de l'idéologie jacobine : une tendance paranoïaque au soupçon de complots contre l'État, jusque chez les représentants du peuple. Couthon n'a-t-il pas expliqué aux Jacobins, peu après l'arrestation de Danton en germinal an II, que la République devait « se purger des crimes qui l'infect[ai]ent »³ ? Mais alors, si l'idéologie jacobine fut le principal moteur de l'épuration parlementaire, comment expliquer que la Convention ait persévéré dans cette pratique longtemps après la chute de Robespierre et des jacobins ? Et pourquoi une centaine de conventionnels ont-ils été victimes de nouvelles vagues d'arrestations après la fin de la Terreur ?

Les épurations parlementaires de la période révolutionnaire en France font l'objet d'un regain d'intérêt récent, comme le montrent la parution du livre de Michel Biard, *La Liberté ou la mort : Mourir en député (1792-1795)*, les travaux sur la Terreur politique de Marisa Linton et les recherches de Colin Jones sur le 9 thermidor⁴. Lorsqu'ils se sont

(2) Pour les débats sur l'existence et la composition d'un groupe girondin, voir Michael J. SYDENHAM, *The Girondins*, London, University of London Athlone Press, 1961 ; Alison PATRICK, *The Men of the First French Republic : Political Alignments in the National Convention of 1792*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1972. Voir aussi : Michael J. SYDENHAM, « The Montagnards and Their Opponents : Some Considerations on a Recent Reassessment of the Conflicts in the French National Convention, 1792-93 », *The Journal of Modern History*, 43, n° 2 (Jun., 1971), p. 287-293 ; *Idem*, « The Girondins and the Question of Revolutionary Government : A New Approach to the Problem of Political Divisions in the National Convention », *French Historical Studies*, 10, n° 2 (Autumn, 1977), p. 342-348 ; Patrice HIGONNET, « The Social and Cultural Antecedents of Revolutionary Discontinuity : Montagnards and Girondins », *The English Historical Review*, 100, n° 396 (Jul., 1985), p. 513-544 ; Michael S. LEWIS-BECK, Anne HILDRETH, Alan B. SPITZER, « Was There a Girondist Faction in the National Convention, 1792-1793? », *French Historical Studies*, 15, n° 3 (Spring, 1988), p. 519-536.

(3) « La république doit se purger des crimes qui l'infectent. » Georges COUTHON, Société des Amis de la Liberté et de l'Égalité, séant aux ci-devant Jacobins de Paris, séance du 11 germinal an II, *Réimpression de l'ancien Moniteur* [désormais MU], vol. 20, p. 135.

(4) Michel BIAIRD, *La Liberté ou la mort : Mourir en député 1792-1795*, Paris, Tallandier, 2015 ; Michel BIAIRD, Hervé LEUWERS (dir.), *Visages de la Terreur, l'exception politique de l'an II*, Paris, Armand Colin, 2014 ; Marisa LINTON, *Choosing Terror : Virtue, Friendship and Authenticity in the French Revolution*, Oxford, Oxford University Press, 2013 ; Colin JONES, « The Overthrow of

intéressés aux épurations dans les rangs de la Convention, les historiens ont eu tendance à se concentrer sur celles de la Terreur ou de la période qui l'a précédée immédiatement et à délaisser celles qu'ont subies les législateurs après la chute de Robespierre⁵. Lorsque les épurations de cette période sont abordées, c'est presque toujours comme conséquences de la dynamique particulièrement réactionnaire de l'an III. Mais peut-être pourrions nous envisager l'hypothèse d'un lien entre les épurations d'avant le 9 Thermidor et de celles qui ont suivi, et aussi la possibilité d'une continuité dans les vagues d'arrestations de législateurs, de la Terreur à la Réaction thermidorienne ? Tel est le but de cet article : étudier cette continuité. En insistant sur la complexité des motivations qui ont mené aux épurations parlementaires – qui vont bien au-delà de l'idéologie jacobine – il permettra aussi d'observer comment était justifiée cette pratique, et d'analyser les expériences de tous : les victimes, les responsables et les témoins.

Il est intéressant à plus d'un titre de bien comprendre que les épurations parlementaires de la période révolutionnaire n'étaient pas la simple conséquence de la Terreur, ni un épiphénomène de l'idéologie jacobine. Cette observation révèle d'abord que les jacobins n'avaient pas l'exclusivité des tendances intolérantes, anti-démocratiques et répressives, mais bien plutôt que le problème était répandu et a concerné tout le système politique révolutionnaire après 1793. Après tout, ce sont bien des conventionnels importants de tous bords – et pas uniquement des jacobins – qui ont fini par considérer l'épuration comme une nécessité, aussi douloureuse fût-elle, pour la conduite des affaires. Du procès de Marat à l'exécution des derniers montagnards, les arrestations, les incarcérations et les poursuites judiciaires devinrent l'ordinaire des élus – toutes pratiques encouragées par les hommes politiques de gauche comme de droite, parfois adversaires ou ennemis personnels, mais tous convaincus de la nécessité d'«épurer encore », tel Dubois-Crancé se plaignant auprès de ses pairs en thermidor an III :

Maximilien Robespierre and the "Indifference" of the People », *The American Historical Review*, 119, n° 3 (2014), p. 689-713 ; *idem*, « 9 Thermidor : Cinderella among Revolutionary Journées », *French Historical Studies*, 38, n° 1 (2015), p. 9-31.

(5) À l'exception notable des travaux consacrés par Françoise Brunel aux « derniers Montagnards ». Voir, par exemple, Françoise BRUNEL et Sylvain GOUJON, *Les Martyrs de Prairial : Textes et documents inédits*, Genève, Georg, 1992 ; *idem*, « Mélanges sur l'historiographie de la Réaction thermidorienne pour une analyse politique de l'échec de la voie jacobine », *AHRF*, 1979, p. 456-474 ; *id.*, « L'épuration de la Convention nationale en l'an III », dans Michel VOVELLE (dir.), *Le Tournant de l'an III – Réaction et Terreur blanche dans la France révolutionnaire*, Paris, CTHS, 1997, p. 15-26.

« Que vous demandaient les factieux après le 31 mai ? Ils vous disaient : *Épurez-vous*, et cent de nos collègues ont été proscrits, et la France a été couverte de bastilles et d'échafauds [...]. Trop longtemps [...] comprimés par la terreur, vous avez enfin abattu la tyrannie [...]. Eh bien, depuis cette époque, que vous a-t-on demandé ? *de vous épurer*. Cent autres députés ont été proscrits, et l'on vous demande de vous *épurer encore*. On ne cessera de le demander avec une nouvelle fureur, tant que vous feindrez de croire en avoir besoin »⁶.

En dépit des changements de régime, d'idéologie dominante ou de contexte politique, la pratique de l'épuration parlementaire est restée une constante au sein de la Convention. L'admettre c'est reconnaître l'importance du *continuum* entre des périodes habituellement opposées : la Terreur et la Réaction thermidorienne. Les grandes épurations parlementaires de l'an II n'avaient rien d'exceptionnel ; elles étaient issues de mécanismes déjà anciens et d'une culture de la violence bien ancrée dans la législature révolutionnaire, qui devait prospérer encore en l'an III et même au-delà. En tant que telle, la pratique est comparable à d'autres formes cycliques de violence politique de l'époque, telles que les réactions du Midi qui ont perturbé à plusieurs reprises la décennie révolutionnaire⁷. Si nous comparons les épurations parlementaires de l'an II et celles de l'an III, et que nous analysons leurs points communs (le nombre d'arrestations de députés ainsi que les éléments de langage utilisés pour les justifier) et leurs différences (entre autres, le nombre d'exécutions d'hommes politiques – plus de quarante – bien supérieur en l'an II), nous complexifions notre perception de la politique révolutionnaire et de la violence ; nous voyons alors à quel point elles étaient imbriquées, et comment leur imbrication a rapproché, bien plus qu'elle ne les a séparées, la Terreur et la Réaction thermidorienne. Comme l'ont récemment avancé Jean-Clément Martin et Annie Jourdan, le *continuum* de la violence révolutionnaire au-delà de l'an II est aussi éloquent dans l'action, la pensée, la rhétorique que dans la législation⁸. Le double apport de notre travail, dans cette optique, est de montrer que les épurations de la Convention thermidorienne, moins

(6) Edmond-Louis-Alexis DUBOIS-CRANCÉ, *MU*, vol. 25, p. 411.

(7) Voir, par exemple, Stephen Clay, « Vengeance, justice and the reactions in the Revolutionary Midi », *French History*, 23, n° 1-2009, p. 22-46.

(8) Jean-Clément MARTIN, *Violence et Révolution : Essai sur la naissance d'un mythe national*, Paris, Seuil, 2006 ; Annie JOURDAN, « Les discours de la terreur à l'époque révolutionnaire (1776-1798) : Étude comparative sur une notion ambiguë », *French Historical Studies*, 36, n° 1-2013, p. 51-81.

connues, se situent bien dans le fil de celles décidées par la République jacobine, et d'en faire une analyse tant du point de vue des causes que des conséquences.

Par sa nature même, la question de l'épuration parlementaire à la Convention nationale est cruciale quand on aborde la démocratie, la représentation politique et les fautes de l'État pendant la période révolutionnaire. En établissant l'histoire détaillée de toutes ces épurations majeures, cet article s'attache à mesurer l'impact considérable de cette pratique répandue et destructrice sur la première République, pas uniquement pendant la Terreur, mais pendant toute la période du milieu de la décennie 1790. En raison des épurations parlementaires, des représentants de la nation sont devenus des prisonniers politiques, voire des hors-la-loi lorsqu'ils tentaient de s'enfuir. Des élus ont perdu des collègues et des amis, le peuple, lui, a perdu ses représentants. Pourquoi la Convention nationale s'est-elle amputée elle-même, et de façon aussi spectaculaire ? Comment expliquer ces épurations et ces privations de droits et de liberté – parfois dans le but de complaire à l'opinion, d'autres fois pour s'y opposer ? Pourquoi avoir privé l'Assemblée et le pays de leurs responsables les plus talentueux, de leurs meilleurs orateurs et de leurs plus grands visionnaires ? Plus troublante encore, se pose la question du tort plus ou moins durable que ces attaques psychologiques et physiques incessantes contre les dirigeants révolutionnaires ont causé à l'idée républicaine, au respect de la démocratie et au sens civique de chaque citoyen. Lorsque des girondins moururent, affaiblis par les conditions insalubres et inhumaines de leur emprisonnement en 1793 ; lorsque Saint-Just, « un jeune homme de 26 ans, d'une figure intéressante, spirituel, instruit, d'un caractère ardent et fort, plein d'avenir » fut traîné à l'échafaud, « la tête baissée, l'air honteux »⁹ ; lorsqu'un an plus tard, les derniers montagnards mirent fin à leurs jours à l'aide de couteaux de cuisine rouillés et de ciseaux, c'était toujours le peuple souverain qui était atteint dans la personne de ses représentants. Quelle est la part imputable aux épurations dans le déclin de la démocratie française pendant les années 1790 ? Telle est la question que veut soulever cet article, à défaut d'y apporter une réponse définitive.

(9) « Je vis Saint-Just et Dumas conduits par un détachement armé et suivis de la foule. Accouplés par une corde, ils marchaient la tête baissée, l'air honteux, comme des filous pris sur le fait. C'était un spectacle pénible que celui d'un jeune homme de 26 ans, d'une figure intéressante, spirituel, instruit, d'un caractère ardent et fort, plein d'avenir, traîné à l'échafaud [...] ». Antoine-Claire THIBAUDEAU, *Mémoires sur la Convention et le Directoire*, édité par François Pascal, Paris, SPM, 2007, p. 119.

La Convention nationale : une assemblée mutilée

Fin 1795, peu avant la dissolution de l'Assemblée, un pamphlétaire décrit ainsi les expériences passées et l'avenir de la Convention :

« Voyez quelle fut jusqu'ici le prix de ses longs et pénibles travaux : de tous ses membres, la plupart ont été frappés de proscription : les uns ont été conduits à l'échafaud, les autres forcés de se donner eux-mêmes la mort : ceux-ci, vous les avez vu plongés dans les cachots, ceux-là n'ont trouvé d'azyle [*sic*] que dans des cavernes obscures et souterraines [...]. Quel bataillon est jamais revenu plus mutilé d'un combat ? »¹⁰

Plus que n'importe quelle autre assemblée, la Convention a payé très cher son engagement politique – comme le montre l'étude récente de Michel Biard. Entre 1793 et 1795, quatre-vingt-six de ses membres moururent de causes non naturelles : exécution, assassinat, suicide ou mort en mission¹¹. Au moins deux-cent trente-deux députés subirent de grandes vagues d'épuration entre 1793 et 1795 – beaucoup en périrent : exécutions, incarcérations, déportations. Selon le conventionnel Baudot, l'épuration frappa surtout « les membres les plus éloquents de la Convention » qui ont « presque tous péri dans les luttes orageuses de cette Assemblée, parce qu'ils étaient les plus en vue et, par conséquent, les plus exposés aux passions haineuses, tels que Vergniaud, Guadet, Gensonné, Condorcet, Danton, Billaud-Varenne, Saint-Just, Robespierre même et d'autres »¹². Pour quelles raisons tous ces députés furent-ils tués ?

La chronologie des arrestations de conventionnels révèle, contre les idées répandues, que la Terreur a joué un rôle limité dans ces épurations parlementaires. Certes, le nombre de députés épurés fut élevé au début de cette période, surtout en juin (trente-trois députés) et en octobre 1793 (quatre-vingt-cinq députés), mais il atteint aussi un niveau significatif pendant la Réaction thermidorienne avec un total de quatre-vingt-un députés, dont soixante-douze rien qu'entre germinal et thermidor an III. Notons aussi, que le nombre de députés épurés était bien inférieur au plus fort de la Terreur, avec quatre arrestations en germinal an II et cinq le 9 Thermidor. D'un autre côté, le nombre de députés exécutés était très élevé si l'on considère les condamnations à mort prononcées contre les

(10) ANON, *Les Adieux de la Convention nationale au peuple français*, Paris, De l'Imprimerie Française, [1795], p. 3-4. BNF, 8- LB41- 4622.

(11) Michel BIARD, *op. cit.*, p. 13.

(12) Marc-Antoine BAUDOT, « Les orateurs de la Convention », dans *Notes Historiques sur la Convention Nationale, le Directoire, l'Empire et l'Exil des Votants*, Paris, D. Jouaust, 1893, p. 293.

entourages de Danton et Robespierre. L'essentiel des vagues d'épurations s'est produit au début (1793) et après la fin de la Terreur (1795), et cela montre, comme leur pérennité après l'an II, qu'elles n'étaient pas uniquement la conséquence de l'idéologie jacobine, ni spécialement liées à la Terreur. Dès lors, il devient intéressant de les observer comme une réalité qui a marqué la Convention pendant toute son histoire, et d'essayer d'en expliquer les raisons et leur apparition au milieu des années 1790.

Les vagues d'épuration à la Convention : causes courantes, rhétorique et justifications

Le désir d'arrêter et d'incarcérer des députés s'était manifesté dès avant la Convention. Charles Walton nous a rappelé récemment que l'Assemblée constituante avait discuté puis décrété des emprisonnements de trois jours à la prison de l'Abbaye contre certains de ses membres. Le but de ces incarcérations semblait d'abord disciplinaire : il s'agissait de punir des députés indisciplinés qui avaient dérogé au code de l'honneur, s'en étaient pris à des collègues et avaient perturbé l'Assemblée¹³. Les justifications légales de ces détentions étaient douteuses. La Constitution de 1791 stipulait que les députés ne pouvaient être « recherchés, accusés ni jugés en aucun temps, pour ce qu'ils auront dit, écrit ou fait dans l'exercice de leurs fonctions de représentants »¹⁴. Ces emprisonnements de courte durée contredisaient aussi les engagements pris par les Assemblées constituante et législative pour protéger le statut spécial de leurs membres dans le corps social français, en interdisant, par exemple, toute attaque verbale et physique à leur égard¹⁵. Ces contradictions devaient se poursuivre sous la Convention. Robert R. Palmer a noté que pour bien des citoyens de la première République, il ne pouvait exister de « créature plus auguste sur terre » qu'un représentant du peuple¹⁶. Considérés comme des incarnations de la Nation souveraine, et qualifiés communément de « pères du peuple », les législateurs inspiraient un respect sans précédent. La Convention

(13) Charles WALTON, *Policing Public Opinion in the French Revolution : The Culture of Calumny and the Problem of Free Speech*, Oxford ; New York, Oxford University Press, 2009, p. 153-157, p. 216.

(14) « Les représentants de la nation sont inviolables : ils ne pourront être recherchés, accusés ni jugés en aucun temps, pour ce qu'ils auront dit, écrit ou fait dans l'exercice de leurs fonctions de représentants. » Constitution des 3-14 Septembre 1791, SECTION V, Réunion des représentants en Assemblée nationale législative, Art. 7, réédité dans Jean TULARD, Jean-François FAYARD, Alfred FIERRO, *Histoire et dictionnaire de la Révolution française 1789-1799*, Paris, R. Laffont, 1987, p. 681.

(15) Voir Charles WALTON, *op. cit.*, p. 154-157.

(16) Robert R. PALMER, *Twelve Who Ruled – The Year of the Terror in the French Revolution*, Princeton, Princeton UP, 1989, p. 132.

demandait à ses membres d'observer un train de vie modeste, mais sacralisait leur statut en exigeant des requérants qu'ils s'adressent à eux en respectant un certain décorum, par exemple en se découvrant¹⁷. L'Assemblée réagissait vigoureusement lors d'attaques contre des députés. En 1793, plusieurs habitants d'Orléans furent condamnés à mort pour avoir insulté le conventionnel Léonard Bourdon¹⁸. Deux ans plus tard, la Convention thermidorienne vota la loi de grande police qui punissait de mort ou de déportation quiconque agressait, verbalement ou physiquement, un législateur¹⁹.

D'un côté, la Convention garantissait le statut protégé des législateurs, de l'autre elle les exposa à la violence par le biais des épurations parlementaires de 1793 à 1795. Comment expliquer cette contradiction ? Le processus d'acceptation de l'épuration s'est fait graduellement. Il est apparu sur les bancs de l'Assemblée lors des tensions de l'hiver de 1792, dès les conflits initiaux entre députés divisés par le souvenir des massacres de septembre et de l'exécution du roi, puis pendant le printemps et l'été 1793²⁰. Confrontés à une crise nationale, se méfiant les uns des autres, les groupes comme les individus s'affrontaient presque chaque jour dans l'enceinte de l'Assemblée. Au début, les observateurs extérieurs s'en amusaient, tel cet artiste allemand qui représenta une *Rixe à la Convention nationale*, pendant laquelle on s'arracha les perruques et on échangea quelques coups de poing²¹. Plus la situation se dégradait à l'Assemblée, plus son existence même et la sécurité des députés étaient menacées. Fin 1793, les interruptions furieuses des députés rendaient difficile le débat parlementaire, interdisant à l'Assemblée de se consacrer aux problèmes militaires, économiques et constitutionnels urgents. Le respect mutuel entre députés se perdait peu à peu ; les présidents luttèrent pour maintenir le

(17) Pour un bon exemple de ce genre de vocabulaire, voir les allusions faites par Thibaudeau au « caractère sacré du représentant du peuple ». Antoine-Claire THIBAudeau, *MU*, vol. 24, p. 522. Voir le club des Jacobins, le 18 nivôse II, *MU*, vol. 19, p. 166-167; Georges COUTHON, *MU*, V. 19, p. 13.

(18) Voir Michael J. SYDENHAM, *Léonard Bourdon – The Career of a Revolutionary, 1754-1807*, Waterloo, Ontario, Wilfrid Laurier University Press, 1999, p. 149.

(19) 1^{er} germinal III, *MU*, vol. 24, p. 34. Pour un autre éclairage sur cette loi, voir aussi, Paul FRIEDLAND, *Political Actors – Representative Bodies and Theatricality in the Age of the French Revolution*, Ithaca & London, Cornell University Press, 2002, p. 298.

(20) « À la Convention, dès le début, ce fut une guerre ouverte », Norman HAMPSON, « Robespierre and the Terror », dans Colin HAYDON, William DOYLE (eds.), *Robespierre*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999, p. 163.

(21) Voir Johann-David SCHUBERT, *Faustkampf des National Convents in Paris im December 1792*, s.l.n.d., Germany, 1793-1795 ; BNF Richelieu, Estampes et photographie, QB-1 (1792-12)–FOL. MFILM M-101769.

calme « parmi les interruptions incessantes »²². Dans l'intervalle, des rapports de surveillance précisaient que « de bons citoyens se plain[ai]ent de voir des membres de la Convention Nationale perdre un temps précieux en arguties [...] au moment où la patrie [faisait] face à un danger pressant »²³.

Malgré cette dégradation du climat politique à la Convention, l'évocation d'une épuration parlementaire en restait encore au stade formel et symbolique. Les antagonismes personnels et politiques entre députés incitèrent d'abord à priver de parole certains collègues mal aimés. En octobre 1792, le député Boileau demanda que la tribune soit « purifiée » chaque fois que le député Marat l'occupait²⁴. Épisode plus fameux encore : le montagnard Legendre, boucher de profession, interpella ainsi son opposant Lanjuinais : « Descends ou je vais t'assommer », ce à quoi son collègue répondit avec esprit : « Fais décréter que je suis un bœuf et tu m'assommeras »²⁵. Autre signal inquiétant : on dressait à l'oral ou par écrit des listes de collègues indésirables. Camille Desmoulins dit d'une vingtaine de ses collègues : « Il y a vingt-deux membres dans la Convention dont les sections de Paris doivent venir demander l'expulsion. » Dans son journal, Marat visa nommément « les Rabaut, les Buzot, les Camus, les Sieyès, les Brissot, les Vergniaud, les Lasource, les Guadet, les Gensonné, les Kersaint, les Cambon, les Barbaroux, les Biroteau, les Rebecqui, intrigants barbares et cupides »²⁶. Chez les radicaux comme chez les modérés, les manœuvres pour obtenir le départ d'un adversaire se précisèrent lorsque les gardes nationaux allèrent se saisir de Marat chez lui, quand des marques menaçantes furent tracées à la craie blanche sur les portes de quelques girondins en vue, et lorsque des chants sinistres adressés à des députés commencèrent à retentir dans les rues :

« La tête de Marat, Robespierre et Danton,
Et de tous ceux qui les défendront,

(22) Jean-François-Bertrand DELMAS, *MU*, vol. 16, p. 112-113.

(23) « Feuille des rapports [...] le 30 avril, l'an 2^e [...] », Rapports de police sur Paris. 1792-an II. AFIV 1470.

(24) « Je demande que quand Marat parlera à cette tribune, elle soit à l'instant purifiée. » Cité dans Jean-Paul MARAT, *Œuvres de J.-P. Marat (l'Ami du Peuple) Recueillies et Annotées* par A. Vermorel, Paris, Décembre-Alonnier, 1869, p. 250.

(25) Voir la notice sur Lanjuinais dans Auguste KUSCINSKI, *Dictionnaire des Conventionnels*, Brueil-en-Vexin, Éditions du Vexin Français, 1973, p. 369.

(26) « Il y a vingt-deux membres dans la Convention dont les sections de Paris doivent venir demander l'expulsion. » Camille Desmoulins, *MU*, vol. 16, p. 150 ; « les Rabaut, les Buzot, les Camus, les Sieyès, les Brissot, les Vergniaud, les Lasource, les Guadet, les Gensonné, les Kersaint, les Cambon, les Barbaroux, les Biroteau, les Rebecqui, intrigants barbares et cupides », Jean-Paul MARAT, *Le Journal de la République Française*, n° 40, 8 novembre 1792, dans MARAT, *Œuvres, op. cit.*, p. 253.

O gué! »²⁷

Fin 1792 et début 1793, on assista à un durcissement des prises de position concernant l'immunité parlementaire, considérée jusqu'alors comme un droit inaliénable. En décidant la levée partielle de l'immunité de ses membres, le 1^{er} avril, la Convention non seulement rendit possible l'arrestation de Marat et son procès au Tribunal révolutionnaire – une première pour un député – mais elle a aussi incité les sections parisiennes à demander la levée définitive d'une « inviolabilité qui ne sert qu'à tuer la liberté », et l'épuration massive des girondins en juin 1793 – là encore, une première pour la Convention²⁸. En l'an II, les attaques contre l'immunité parlementaire continuèrent sur les bancs de l'Assemblée comme à l'extérieur. En brumaire an II, Barère, au nom du Comité de salut public présenta l'immunité non plus comme un droit, mais comme le privilège d'une « nouvelle aristocratie » et une « violation de la constitution » :

« Il ne doit plus exister de privilège. L'inviolabilité est détruite. Il n'y a d'invincible que le peuple et sa liberté. (On applaudit.) Eh bien, s'il n'y a d'invincible que le peuple et ses droits, je vous le demande, de quel droit avez-vous établi cette démarcation entre les représentants du peuple et les autres citoyens ? [...] je ne vois plus qu'une grande violation de la constitution, qu'une aristocratie nouvelle [...] »²⁹.

Au printemps 1794, une clause de la loi du 22 prairial fut à l'origine d'une nouvelle controverse : elle mettait en question le droit de la Convention de soustraire ses membres à la justice du Tribunal révolutionnaire³⁰. Plus tard, la Convention thermidorienne, désireuse de réinstaurer certaines garanties de sécurité pour ses députés, revint souvent sur ses résolutions de faire accélérer les grandes épurations parlementaires de prairial et thermidor an III.

En dépit du démantèlement accéléré de l'immunité de ses députés, de la violence verbale et physique qui ne cessa de croître sur ses bancs pendant les mois qui aboutirent à l'accusation de Marat et à l'élimination des girondins, la Convention ne traversa pas cette première vague d'épuration sans être agitée par de sérieux scrupules. Il est vrai que certains des débats

(27) MARAT, *Œuvres*, op. cit., p. 250.

(28) 1^{er} avril 1793, *MU*, vol. 16, p. 30 ; Michel BIARD, op. cit., p. 188-189 ; Adresse de la section de Bon-Conseil, Convention, 8 avril 1793, *MU*, vol. 16, p. 87-88.

(29) Bertrand BARÈRE, *MU*, vol. 18, p. 418-419.

(30) Voir l'analyse très détaillée de la loi du 22 prairial dans John HARDMAN, *Robespierre*, London & New York, Longman, 1999, p. 190.

du 12 avril concernant l'accusation de Marat, en réaction à ses écrits incendiaires contre une soi-disant « cabale » girondine, donnaient déjà le ton des épurations à venir : il convenait de prévenir les tentatives de procédure parlementaire ou légale – dont un possible report, d'expédier l'accusé en prison le plus vite possible malgré ses craintes concernant sa sécurité et des risques d'empoisonnement, et de multiplier les demandes d'épuration visant d'autres députés³¹. Pourtant, dans le même temps, quelques députés s'opposèrent à la campagne menée contre Marat et demandèrent à la Convention d'agir avec prudence, tandis qu'elle se préparait à « livrer un représentant du peuple au glaive de la loi »³². « Il est question de mettre en état d'accusation un représentant du peuple. Faites le avec maturité, avec dignité », prévint Lecointe-Puyvareau, pourtant opposé à Marat au point d'avoir émis des doutes sur sa santé mentale³³. Il remarqua, étonné, que l'Assemblée avait traité le roi avec plus de ménagement qu'elle n'en réservait à Marat. Quarante-huit députés refusèrent de prendre part au vote ; ils ne se jugeaient pas capables de voter en toute objectivité, « étant habituellement dénoncés dans les journaux de Marat »³⁴.

La première épuration importante de la Convention, celle de vingt-neuf responsables girondins lors des « journées » du 31 mai et du 2 juin, souleva autant de questionnements juridiques et éthiques que le procès de Marat. Depuis des semaines, des députés, dont Robespierre, le 10 avril 1793, demandaient le départ et la comparution devant le Tribunal révolutionnaire de certains de leurs collègues comme Vergniaud, Gensonné et Guadet³⁵. D'autres réagirent, choqués par les pétitionnaires qui exigeaient l'arrestation de leurs collègues : « les Brissot, les Guadet, les Vergniaud, les Gensonné, les Buzot »³⁶. Selon eux, les circonstances de cette épuration – l'Assemblée encerclée par la troupe, les députés retenus par des citoyens qui « agissent [ainsi] en machine », constituaient une violation de la représentation

(31) Pour les efforts entrepris par Boyer-Fonfrède pour empêcher le report du procès de Marat, voir *MU*, vol. 16, p. 139. Pour les demandes d'emprisonnement de Marat, en dépit de ses protestations, voir *Ibidem*, p. 140. Pour une demande d'épuration du Conventionnel Salles, voir *Ibid.*

(32) « Vous allez livrer un représentant du peuple au glaive de la loi ; et comme dans le rapport qui vient de vous être fait, il peut se trouver des faits inexacts, je demande l'impression, l'envoi aux départements et aux armées, et l'ajournement de la discussion mercredi », Louis-Joseph CHARLIER, *MU*, vol. 16, p. 150

(33) « [...] il est question de mettre en état d'accusation un représentant du peuple. Faites-le avec maturité, avec dignité », Michel-Mathieu LECOINTE-PUYRAVEAU, *MU*, vol. 16, p. 151.

(34) « [...] comme étant habituellement dénoncés dans les journaux de Marat. » *MU*, vol. 16, p. 151.

(35) Maximilien ROBESPIERRE, *MU*, vol. 16, p. 112. Voir aussi Alison PATRICK, *op. cit.*, p. 296.

(36) L'HUILLIER, Convention, 31 mai 1793, *MU*, vol. 16, p. 536.

nationale³⁷. Ainsi, les députés étaient-ils empêchés « de satisfaire aux besoins de la nature », tant qu'ils n'avaient pas voté l'arrestation de leurs collègues³⁸. Plusieurs conventionnels, de tous bords, prirent la défense des députés visés par les propositions d'épuration : Richou suggéra de les faire arrêter à titre conservatoire pour les protéger de la foule ; Barère, au nom du Comité de salut public, proposa qu'ils renoncent à leurs mandats pour éviter l'arrestation et La Revellière-Lépeaux demanda à partager leur emprisonnement³⁹. D'autres, au contraire, prirent le parti de l'épuration. Un député avança que si les collègues inquiétés avaient été un tant soi peu vertueux, ils auraient dû partir d'eux-mêmes et laisser leurs fauteuils à leurs suppléants⁴⁰. Levasseur proposa d'en user avec eux comme des suspects ordinaires et, plutôt que de respecter leur immunité parlementaire, de les traiter comme « les plus simples citoyens »⁴¹. Après l'épuration, Georges Couthon écrivit à ses administrés à propos des girondins : « La Convention était, pendant leur règne, le scandale de l'Europe ; depuis elle est calme et grande [...] »⁴².

Nombreuses furent les victimes de cette épuration à la présenter comme un « sacrifice ». Isnard, acceptant la proposition faite aux girondins, avant leur arrestation, de renoncer à leur charge, s'exclama : « [...] je le déclare, si mon sang était nécessaire pour sauver la patrie, sans bourreau, je porterais ma tête sur l'échafaud, et moi-même je ferais filer le fer fatal qui devrait trancher le cours de ma vie [...] »⁴³. Ses collègues Lanthenas et Fauchet firent des propositions du même ordre.

La démission de ces trois députés met en lumière ce qui est devenu un thème récurrent et central dans l'épuration parlementaire : l'épuration comme sacrifice politique. Les recherches de Françoise Brunel sur les

(37) « [...] j'étois à Paris, et en traversant la ville, je rencontrais de mes connoissances le fusil sur l'épaule. Je leur demandoit pourquoi toute la ville étoit armées. Chacun répondoit, je n'en sais rien. Des citoyen libres qui sur l'ordre d'un Henriot, s'assemblent au armes sans savoir pourquoi, qui entourent la convention, sans savoir pourquoi, et qui enfin sans savoir pourquoi, violent la représentation nationale [...]. [L]es citoyens qui agissent ainsi en machine, n'ont plus le droit de mépriser les satellites des despotes ». *Nécessité de simplifier le gouvernement ; réflexions sur la journée du 31 mai ; réflexions sur Barère, Collot d'Herbois, Robespierre et les Jacobins [...]*. BHVP, MS 736, fol. 198.

(38) « [...] aucun membre de la convention ne pût sortir de l'enceinte ; il n'étoit permis, chose bien humiliante, de satisfaire aux besoins de la nature, qu'en présence des satellites des factieux. » *Déclaration des députés de la Somme à leurs commettans, sur la journée du 2 juin 1793* (5 juin 1793, reproduit par le Conseil-général du département de la Somme, 10 juin 1793). AN, F⁷ 4667.

(39) MU, vol. 16, p. 550-551.

(40) *Ibidem*, p. 536.

(41) René LEVASSEUR, MU, vol. 16, p. 551.

(42) Georges COUTHON, *Lettre aux membres du Conseil Général de la commune de Clermont-Ferrand*, n° CXXII, Paris, 25 juin 1793, dans François MÈGE (éd.), *Correspondance de Georges Couthon*, Paris, Aug. Aubry, 1872, p. 241.

(43) Henri-Maximin ISNARD, MU, vol. 16, p. 553.

réactions des députés montagnards à leur épuration pendant l'an III révèlent que les conventionnels de tous bords étaient mus par cette notion de sacrifice, et par l'influence d'« un héritage rousseauiste qui condamne le législateur idéal du XVIII^e siècle à être "au-dessus des intérêts de corps et des passions" »⁴⁴. Cela impliquait une soumission absolue à la Loi et de suivre l'exemple des « victimes fameuses de l'Antiquité » qui s'étaient rendues aux décisions d'arrestation, d'exil ou d'exécution, et dont les représentations s'imposaient à la mémoire de tous sur les murs de la Convention⁴⁵. Les références au sacrifice politique pour le bien de l'État abondent alors, aussi bien chez les épurateurs que chez les épurés. Le 2 juin, pourtant, le député Lanjuinais émit quelques critiques acerbes contre le dévouement de ses collègues girondins, en rappelant qu'il ne pouvait être de vrai sacrifice sous la contrainte. À l'autre extrémité du spectre politique, Marat rejeta également leur offrande : « Il faut être pur pour offrir des sacrifices à la patrie ». Seuls les députés de sa trempe pouvaient se permettre ce geste : « C'est à moi, vrai martyr de la liberté, à me dévouer. J'offre donc ma suspension du moment où vous aurez ordonné la détention des contre-révolutionnaires [...] »⁴⁶. Dans une lettre adressée à la Convention, le lendemain, Marat réitéra son offre, précisant qu'il renoncerait à son fauteuil jusqu'au procès des députés accusés et qu'en « [...] martyr éternel de la liberté », il envoyait en quelque sorte les girondins épurés qui avaient « [...] l'honneur de donner l'exemple d'un généreux dévouement au bien public »⁴⁷. En tentant de renoncer à sa charge, Marat faisait sien le discours sacrificiel des victimes de l'épuration, devenait martyr de la liberté à leur place. Leur sacrifice était désormais le sien et, partant, celui de toute la Convention.

Le 2 juin, Marat se donnait par sa démission comme martyr de la liberté, faisant l'offrande rhétorique de « son propre sang » en échange de l'épuration de ses collègues⁴⁸. Il s'identifiait au sacrifice politique

(44) « Comme en l'an II, les montagnards se sont laissés enfermer dans le filet contraignant de leur constant souci de légitimité. Héritage rousseauiste qui condamne le législateur à être "au-dessus des intérêts de corps et des passions" [...] » Françoise BRUNEL, « Mélanges sur l'historiographie de la Réaction thermidorienne », *op. cit.*, p. 471 ; voir aussi p. 472-473.

(45) Claude MOSSÉ, *L'Antiquité dans la Révolution française*, Paris, Éditions Albin Michel, 1989, p. 127.

(46) Jean-Paul MARAT, *MU*, vol. 16, p. 553.

(47) « [...] martyr éternel de la liberté » ; « [...] l'honneur de donner l'exemple d'un généreux dévouement au bien public. » MARAT, *MU*, vol. 16, p. 555.

(48) « La légitimité de Marat en tant que journaliste populaire vient d'une forme de souveraineté sacrificielle, dans laquelle le don de son propre sang justifie le recours à la dictature et l'épuration, tout comme la rhétorique terroriste de la dénonciation et le retour à une forme archaïque de pouvoir : la "devotio" du chef militaire romain, le pacte passé avec les autorités subalternes ». Éric

des girondins et se l'accaparait. Victimes et instigateurs de l'épuration devenaient interchangeables⁴⁹. Marat n'était pas le seul à suivre cette ligne. Le 3 octobre, Robespierre présenta la décision de la Convention d'exclure les girondins comme une preuve du dévouement désintéressé de l'Assemblée à la République : « Quel est l'homme qui doutera que la Convention nationale se soit vouée au salut de la patrie, puisqu'elle n'a pas même épargné ses membres ! »⁵⁰. L'épuration parlementaire avait beaucoup à voir, bien sûr, avec des haines individuelles ou collectives et le désir de certains hommes politiques d'éliminer leurs adversaires ou de réduire au silence des faiseurs de trouble, mais elle avait aussi une importante dimension symbolique. Dénoncer ses collègues à l'Assemblée, c'était comme l'indique Marisa Linton, prouver sa légitimité, ou comme l'avait affirmé Rousseau, « transformer le vil métier d'accusateur en une fonction de zèle, d'intégrité, de courage », mais c'était aussi selon Robespierre, contribuer au salut de la Nation⁵¹.

La décision de la Convention de ne pas épargner ses propres membres était aussi une réponse à la grogne qui se manifestait dans la capitale. La plupart des épurations parlementaires intervinrent lors de crises, lorsque l'Assemblée était confrontée à un mécontentement croissant qui s'exprimait dans la presse, dans la rue, ou pire encore, lors d'insurrections populaires. Ainsi, le siège de la Convention, le 5 septembre 1793, précipita-t-il les débats sur la présentation devant le Tribunal révolutionnaire de Brissot, Vergniaud et Gensonné. Peu après, le 3 octobre, Billaud-Varenne présenta la décision de l'Assemblée concernant ses collègues girondins, comme « un acte de justice », comparable au procès du roi, pendant lequel la Convention devait interpréter le rôle du héros devant la nation, « [...] et s'arme(r) du poignard qui doit percer le sein des traîtres »⁵². Plus tard encore, pendant la période de ventôse à germinal an II, lorsque les Cordeliers, en préparation d'une insurrection contre la Convention, accusèrent ses membres d'être « 700 rois et voleurs » élitistes et coupés du peuple, l'épuration de Danton permit

Walter, à propos de Lynn HUNT, « Discourses of Patriarchalism and anti-Patriarchalism in the French Revolution », dans John RENWICK, *Language and Rhetoric of the Revolution*, Edinburgh, Edinburgh University Press, 1990, p. 48.

(49) « En fait, dire que la victime le représente ne suffit pas, elle s'est fondue en lui. Les deux personnalités ont fusionné. » Henri HUBERT, Marcel MAUSS, *Sacrifice : Its Nature and Functions*, Chicago, Chicago University Press, 1964, p. 31-32.

(50) Maximilien ROBESPIERRE, *MU*, vol. 18, p. 38

(51) Marisa LINTON, *Choosing Terror...*, *op. cit.*

(52) « La Convention doit être grande, en même temps qu'elle fait un acte de justice. Il faut que le décret qu'elle va prononcer soit rendu aussi solennellement que celui qui envoya le tyran à l'échafaud. Il faut que chacun se prononce dans cette circonstance, et s'arme du poignard qui doit percer le sein des traîtres », Jacques-Nicolas BILLAUD-VARENNE, *MU*, vol. 18, p. 37.

de les démentir. Pour Robespierre, l'arrestation de députés démontrait que l'Assemblée n'accordait aucun privilège à ses membres, quelle que soit leur popularité. Leur épuration était un « sacrifice héroïque », un acte d'une « sévérité douloureuse » pour la Convention. De même, Saint-Just, présentait-il l'arrestation des députés proches de Danton et Camille Desmoulins comme un sacrifice douloureux pour l'Assemblée : l'exemple ultime de son refus catégorique de toute complaisance pour elle-même. Il tenait l'exécution de Danton pour la preuve du dévouement de la Convention pour la sécurité publique et prononça cette phrase fameuse : « Il y a quelque chose de terrible dans l'amour sacré de la patrie, il est tellement exclusif qu'il immole tout sans pitié, sans frayeur, sans respect humain à l'intérêt public [...] »⁵³. Comme Marat en juin 1793, Saint-Just se percevait à la fin des fins comme la vraie victime de l'épuration : « [...] c'est au plus jeune de mourir et de prouver son courage et sa vertu ». Voilà ce qu'il écrit dans les notes réservées à son usage personnel lors du procès de Danton⁵⁴. Une fois de plus, une fusion s'opérait dans l'esprit de celui qui appelait à l'épuration : il devenait à la fois épurateur et victime.

L'épuration parlementaire continua d'être associée au sacrifice, à l'héroïsme et au régicide après la chute de Robespierre, surtout lorsque la Convention thermidorienne dut faire face au mécontentement et aux insurrections du printemps 1795, et eut recours à des purges massives. En germinal an III, des citoyens en colère accusaient l'Assemblée de n'être « [...] composée que de coquins en général, qu'elle soutenoit les muscadins parce qu'ils étoient tous de la même clique, tous royalistes qui vouloient affamer le peuple, que sous peu il y auroit un coup [...] »⁵⁵. Pendant l'insurrection de prairial, la Convention vit ses membres traités de « tyrans » qui affamaient le peuple, elle connut des éclats de violence et le député Féraud fut assassiné au sein même de l'Assemblée. La réponse de cette dernière, entre germinal et thermidor an III, fut une désormais rituelle épuration, dont les victimes furent ostracisées, désignées comme

(53) Louis-Antoine SAINT-JUST, *Rapport au nom du comité de salut public et du comité de sûreté générale sur la conjuration ourdie depuis plusieurs années par les factions criminelles* [...], 11 germinal II, dans Michèle DUVAL (dir.), *Saint-Just – Œuvres complètes*, Paris, Éditions Ivrea, 2003, p. 706.

(54) SAINT-JUST, *Fragments d'institutions républicaines*, dans Michèle DUVAL (dir.), *op. cit.*, p. 1007.

(55) « Convention nationale. Comité de Sûreté générale. Section de la Police de Paris. Du 20 Germinal l'an trois [...]. Interrogatoire d'Etienne Fournier âgé de vingt-six ans et demi; charpentier. A lui demandé pourquoi et à quelle intention il s'étoit permis vers la fin de Ventôse les propos les plus injurieux contre la Convention nationale en disant: qu'elle n'étoit composée que de coquins en générale, qu'elle soutenoit les muscadins parce qu'ils étoient tous de la même clique, tous royalists, qui vouloient affamer le peuple, que sous peu il y auroit un coup [...] » AN F⁷ 4711.

des « traîtres », des « tigres », des « monstres », des créatures « impures », des « buveurs de sang » et un « cancer ».

La proximité dans les termes utilisés pour dénigrer et déshumaniser les députés épurés sous l'an II puis l'an III montre la continuité entre ces deux périodes. Il est également permis de rapprocher Terreur et Réaction thermidorienne si l'on considère la typologie des députés visés par les épurations : ceux qui sont désignés comme indésirables par des pétitions (à Paris ou en province) et ceux qui sont accusés ou soupçonnés de prendre part à quelque complot. Pendant ces deux périodes furent également frappés les députés qui s'étaient absentés de l'Assemblée : Danton parti à la campagne, Robespierre malade plusieurs semaines, Saint-Just en mission ; et pendant l'an III, quelques députés moins connus tels qu'Albittle parti soigner une mélancolie persistante qui le poussait à rechercher la solitude en son jardin printanier, peu avant son épuration en prairial an III⁵⁶. En l'an II comme en l'an III, les députés retenus loin de l'Assemblée focalisaient sur eux peurs, paranoïa et suspicions, à la fois de la part des autres députés, et comme boucs émissaires aux yeux de l'opinion qui critiquait la Convention dans son ensemble.

Les épurations parlementaires plongeaient depuis longtemps leurs racines dans les luttes idéologiques et claniques qui divisaient l'Assemblée, mais, en punissant une minorité, la Convention cherchait aussi à juguler ses propres démons et à se refaire une réputation en tant que représentation nationale. L'épuration de prairial an III constitua un sommet dans cette logique politique qui consistait à user de violence contre les représentants du peuple pour mieux rétablir l'image publique de l'Assemblée. Ainsi le thermidorien réactionnaire Henry-Larivière déclarait-il : « c'est nous reproduire, c'est nous donner une nouvelle vie, c'est nous rendre impérissable [...] »⁵⁷. Parfois, le choix de la personne visée par l'épuration ne semblait plus même avoir d'importance. Ainsi, dans la frénésie épuratrice de l'Assemblée, des noms étaient-ils parfois et même souvent appelés au hasard, contestés, puis effacés avant d'être rajoutés. Les députés en savaient tous assez long les uns sur les autres pour se causer du tort, mais pas toujours assez pour identifier autrui ou bien orthographier son nom – cela conduisit parfois à des erreurs dans l'établissement de listes ou lors de la promulgation de décrets d'accusation. Qu'un député se lève pour accuser ou défendre un collègue, et le destin de ce dernier basculait. En prairial,

(56) Antoine-Louis ALBITTE, *Albittle L'Ainé, Représentant du Peuple, A Qui Il Appartiendra*, Paris, le 2 Prairial, an 3^e de la République, 1795. BNF, 4-LB41-1823.

(57) HENRY-LARIVIERE, *MU*, vol. 24, p. 570.

un accès d'épuration avait été si soudain dans l'Assemblée en état de choc que certains députés n'avaient pas compris que leur arrestation avait été décrétée. Ils avaient quitté momentanément la séance du soir, le temps d'aller dîner avec des collègues, quand la Garde nationale leur apprit que « quinze représentants avaient été condamnés à une exécution immédiate » – information qui se révéla finalement erronée⁵⁸.

Les députés face à l'épuration : de la soumission au suicide

Quelles furent les réactions des députés épurés dans ces circonstances difficiles ? Beaucoup réagirent passivement aux décrets d'arrestation et d'accusation, parfois même aux condamnations à mort. Ainsi, le conventionnel Faye se rendit-il de lui-même aux autorités dès qu'un collègue lui apprit le décret d'arrestation le concernant, Quai Voltaire, en août 1793, « [...] irréprochable du point de vue du respect des principes en tant que législateur, ne reconnaissant que l'obéissance face à la loi [...] »⁵⁹ ; lors de son interpellation par les gardes en germinal an II, le conventionnel Garilhe se rendit aussi facilement déclarant « être trop fidèle observateur des Loix pour en sa qualité de Législateur ne pas s'empresser d'obéir aux autorités constituées »⁶⁰. En avril 1794, Gomaire insistait dans une lettre adressée avec fierté aux autorités : « [...] Jamais je ne quittai mon poste quelque part qu'il fut »⁶¹. Arrêté, emprisonné, puis condamné à mort, Saint-Just, comme de nombreux conventionnels, fut d'un stoïcisme inébranlable : « Je méprise la poussière qui me compose [...] », et se présenta face à la mort sans rien exprimer⁶². Il y eut, bien entendu, de

(58) Antoine Louis ALBITTE, *op. cit.*

(59) « [...] il ne connoissoit que l'obéissance aux loix, il s'est empressé de se rendre chez lui [...]. » « L'an mil-sept cent quatre vingt treize [...] le jeudi vingt deux aout, dix heures du matin, en exécution du décret rendu le jour d'hier par la Convention Nationale [...] nous Jean Jacques Fantin, Juge de paix de la section des Thuilleries [...] ». AN, BB³ 30.

(60) « [...] A quoi le dit Privas Garilhe nous a répondu etre trop fidel observateur des Loix pour en sa qualité de Legislatuer ne pas s'empresser d'obéir aux autorités constituées, et de suite nous ayant fait l'ouverture des commodes, tables, armoires et malle étant dans le seul appartement qu'il occupe [...]. Guellard. » Garilhe député. L'an deuxième de la Republique françoise le vingt-quatre germinal, onze heures du matin, AN, BB³ 30

(61) « [...] jamais je ne quittai mon poste quel que part qu'il fut: j'ai été mis en arrestation, le deux juin. J'y suis resté tant que la Convention juge convenable: j'étoit bien innocent. » *Lettre de Gomaire député a la Convention nationale au Citoyen Gohier Ministre de la Justice, au sujet de son arrestation, il lui demande aussi que son nom soit rayé de la liste des députés qui se sont enfuit*, 8 avril 1794 ou 19 germinal an 2. AN, DIII 349-350.

(62) « Je méprise la poussière qui me compose et qui vous parle. On pourrait la persécuter et faire mourir cette poussière, mais je défie qu'on m'arrache la vie indépendante que je me suis donnée dans les siècles et dans les cieux. » SAINT-JUST, *Fragments d'Institutions Républicaines*, dans Michèle DUVAL (dir.), *op. cit.*, p. 986.

nombreux contre-exemples à l'attitude de Saint-Just. La résistance que son ennemi Camille Desmoulins opposa au bourreau en germinal an II est bien connue. Beaucoup d'autres députés tentèrent de haranguer la foule une fois sur l'échafaud, afin de s'expliquer ou de se justifier.

Les tentatives de suicide furent nombreuses, également, parmi les députés épurés, surtout chez les montagnards, même si ce sont des girondins qui, les premiers, tentèrent de mettre fin à leurs jours, soit lors de leur fuite, soit lors de leurs procès en 1793 et 1794⁶³. Même lorsqu'un député était à deux doigts de mourir des blessures qu'il s'était infligées, la Convention insistait pour que l'exécution publique ait bien lieu. En prairial an III, le conventionnel Soubrany après s'être poignardé fut mené à l'échafaud, alors qu'il suppliait qu'on le laissât mourir. En thermidor, Robespierre, son frère et Couthon furent envoyés à la guillotine alors qu'ils étaient tous grièvement blessés. Pour la Convention, qui insistait souvent sur ce point, les exécutions de députés étaient l'ultime étape dans un processus de revitalisation du corps politique.

Si l'obéissance, la soumission à la loi et le sacrifice politique appartenaient bien à la rhétorique entourant l'épuration, la fuite restait une réaction naturelle et fréquente. Parmi les girondins dont l'arrestation fut décrétée le 2 juin 1793, douze quittèrent immédiatement la capitale ou se cachèrent aux abords de la ville ; huit autres parvinrent à s'échapper après leur arrestation⁶⁴. Le 28 juillet 1793, dix-neuf girondins étaient en fuite, le 3 octobre, ils étaient vingt-et-un⁶⁵. Parmi les fugitifs figurait Kervélégan, qui lors de son arrestation avait assuré ses gardes qu'il n'avait aucune intention de s'échapper – « Foi de député » ...⁶⁶ – avant de prendre ses jambes à son cou. En 1793 et 1794, la police avait les plus grandes difficultés à empêcher les députés de prendre la fuite, d'abord parce que les gardes et les gendarmes conservaient un certain respect pour les représentants du peuple, même épurés, mais aussi parce que l'administration républicaine n'avait pas été préparée à l'épuration massive de responsables politiques de premier plan. Malgré de nombreuses listes établies à la hâte, il arrivait aussi que la police perdît la trace de députés incarcérés dans des prisons de la capitale. En comparaison, dès l'an III, l'arrestation et l'emprisonnement

(63) Michel BIARD, *op. cit.*

(64) Claude PERROUD, *La Proscription des Girondins (1793-1795)*, Toulouse, Paris, Édouard Privat, Félix Alcan, 1917, p. 42-43.

(65) *Ibidem*, p. 81, n.2

(66) B. Dumesnil, Copie de la lettre écrite par le lieutenant-colonel commandant la gendarmerie nationale près les tribunaux et à la garde des prisons de Paris aux citoyens membres composant le directoire du département du Finistère, Paris le 22 août l'an 2e. AN BB³ 30.

des députés firent d'importants progrès. La Commission de l'administration civile, police et tribunaux établit des listes de députés épurés après germinal, prairial et thermidor an III, et parvint à empêcher la plupart des évasions, à quelques exceptions près, comme celles de Maignet, Vadier, Baudot et Barère⁶⁷. Quelques députés continuaient de se cacher provisoirement, avec l'espoir d'une erreur lors de la promulgation du décret ou d'un revirement de la Convention⁶⁸. Globalement, l'efficacité croissante de l'administration thermidorienne face aux évasions de députés épurés pendant l'an III montre la normalisation progressive de l'épuration parlementaire – un processus devenu, alors, une composante ordinaire de la vie politique.

Qu'ils se soient rendus, ou qu'ils aient été capturés, quelques conventionnels, une fois devant le Tribunal, trouvèrent le moyen d'exploiter avec subtilité les failles politiques et judiciaires du processus d'épuration. Une fois sur le banc des accusés, en octobre 1793, le conventionnel Jean-François Ducos glissa parmi ses notes et observations destinées à sa défense, quelques dessins subversifs ; il y ridiculisait l'accusation et montrait l'épuisement de ses pairs assis à ses côtés. Il analysa la mécanique du procès politique qui lui était fait : « il y [sic] deux manières d'inculper à faux : la première, de déposer contre un accusé un fait qui n'est pas vrai, la seconde de l'accuser d'un fait qui n'est pas un délit. » Parfois ses notes sont de simples éléments de défense : jamais il ne s'était rendu chez Roland, il n'avait pas fréquenté le club des Marseillais animé par Buzot et Barbaroux, et n'avait jamais rencontré ses collègues chez eux, ni chez lui. Il y faisait aussi des remarques d'ordre pratique destinées à contester la nature factieuse des girondins : « que l'on regarde nos votes sur toutes les questions pour juger si nous formions une coalition »⁶⁹. Les notes de Ducos sont parmi les rares pièces qui témoignent de l'état émotionnel et mental de révolutionnaires pendant un procès spectaculaire. Beaucoup de ses dessins exagéraient les traits des accusateurs, des juges et des curieux, jusqu'au comique, d'autres montrent les visages anxieux, épuisés, parfois furieux, d'individus en situation de détresse. Les propres commentaires de Ducos reflètent la tourmente émotionnelle suscitée par le procès : « Je n'ai pas besoin de la réclamer, cette liberté d'opinion », griffonna-t-il ainsi, réduit au silence par la procédure.

Quelques documents attestent une résistance armée opposée par des députés épurés aux autorités. Localisé à Bordeaux en brumaire an II, le

(67) La Commission de l'administration civile, police et tribunaux.

(68) Antoine Louis ALBITTE, *op. cit.*

(69) AN, W 292/B. *Affaire des Girondins*. 3^e partie.

fugitif girondin Biroteau est «[...] arrêté au coin de la rue Saint-Rémy par un volontaire, il essaye à "lui brûler la cervelle avec un pistolet qu'il avoit soigneusement caché" »⁷⁰. La même année, Bertrand de l'Hodisnière, apprenant l'imminence de son incarcération, se saisit d'une épée, de pistolets, et se dit prêt à toutes les extrémités. Quelques députés touchés par l'épuration résistèrent de toutes leurs forces, une fois arrêtés et incarcérés. En l'an III, Duhem, Choudieu et Chasles, qui devaient être transférés au château de Ham, « refusèrent positivement » d'obéir. L'officier responsable relata ainsi l'événement : « Au Citoyen Duhem avec la décence due à un prisonnier, je voulus lui faire entendre qu'il serait douloureux pour moi d'employer des moyens de Rigueur [...]. Au même instant, je fus entouré de dix à douze prisonniers qui tous criaient à l'oppression à l'arbitraire et à la résistance ; Chales particulièrement me dit que ceux qui exécutaient de pareils ordres étaient aussy coupables que ceux qui les donnaient, et qu'un jour il me trainerait à l'échafaud et applaudirait en voyant tomber ma tête. [...] ». Lorsque Choudieu signifia sèchement à l'officier qu'il ne sortirait « que par la force des bayonnettes », ce dernier se résigna à le prendre au mot pour soumettre les députés incarcérés⁷¹.

L'impact de l'épuration parlementaire sur la Convention et la république

Rien ne distingue l'an II de l'an III, du point de vue des souffrances que la Convention a infligées à ses propres membres par ses vagues d'épuration. Si celles-ci ne menaient pas un député à l'échafaud, ce dernier était fatalement exposé à une longue assignation à domicile ou à une incarcération. La détention d'un nombre important de représentants du peuple a profondément marqué l'histoire de la Convention. Nous connaissons bien les détails de l'arrestation et de l'emprisonnement de Conventionnels éminents comme le noyau dur des girondins pendant l'été 1793, Danton et Camille Desmoulins au printemps 1794 ou Robespierre et

(70) Arrêté à Bordeaux en brumaire an II, Biroteau s'échappe de nouveau et quand « il a été [encore] arrêté au coin de la rue Saint Remy, par un volontaire », il essaie de lui « brûler la cervelle avec un pistolet qu'il avoit soigneusement caché ». Voir *Procès-verbal d'arrestation de Biroteau [sic] et de Girey-Dupré, Extrait des minutes du Secrétariat de la Commission Militaire séante à Bordeaux*, AN, ADI 108 [Collection Rondonneau] ; voir aussi : *Les représentants du peuple, délégués dans le département de la Gironde, à la Convention nationale. Bordeaux, le troisième jour du deuxième mois, signé Isabeau et Tallien*, dans *MU*, vol. 18, p. 283 ; et pour plus d'informations sur l'incident : *MU*, vol. 18, p. 324 et p. 661.

(71) Paris le 21 floréal 3^e année Républicaine. L'adjudant général Margason. AN, F⁷ 4443, pl. 5.

ses amis en Thermidor, mais les incidents concernant les députés de moindre importance, dont ceux intervenus pendant la Réaction thermidorienne, ont moins retenu l'attention⁷². Les prisons, la population carcérale et la police de la période révolutionnaire ont fait l'objet d'une littérature importante⁷³, mais il n'existe pas d'analyse globale de l'expérience carcérale unique vécue par ces conventionnels de 1793 à 1795.

L'assignation à résidence était souvent la première étape pour les députés visés par une épuration parlementaire. Le girondin Ribéreau, assigné à son domicile en 1793 et 1794, évoque ainsi cette épreuve :

« Le 3 octobre 1793, j'ai été mis en état d'arrestation avec plus de soixante-dix autres de mes collègues [...] et quoique pendant plus de six mois après j'aye resté presque sans force et sans mouvement, cela n'a pas empêché que le Comité révolutionnaire de la Section des Tuileries m'ai entouré de deux gardiens dont la taxe hors de toute mesure a dévoré mon indemnité ma seule et unique ressource ; la vie ne tarda pas à devenir pour moi un fardeau, mon épouse périt de chagrin et de misère sur la fin du mois germinal, un de nos enfans la suivit immédiatement. Ma chambre fut par des ordres rigoureux transformé en un cachot, je n'habitois que mon grabat où toutes les communications me furent interdites [...] »⁷⁴.

À l'inverse, d'autres députés acceptaient cette contrainte sans sourciller et la tournaient même à leur avantage. Collot d'Herbois, un des anciens membres du Comité de salut public, chassé de la Convention au début de l'année 1795, tournait en rond dans son appartement comme dans une cage. « [...] Collot est celui qui semble inspirer le plus d'inquiétude », établit alors un rapport de police, « tant il paraît plus nerveux que les autres,

(72) À l'exception des auteurs suivants, Françoise BRUNEL, « L'épuration de la Convention nationale en l'an III », *op. cit.*, p. 15-26 ; *idem*, « Les derniers Montagnards et l'unité révolutionnaire », dans Albert SOBOUL (dir.), *Actes du Colloque Girondins et Montagnards*, Paris, Société des études robespierristes, 1980, p. 297-316 ; Gilbert ROMME, *actes du colloque de Riom (19-20 mai 1995)*, AHRF n° 304, 1996 ; Ewa LAJER-BURCHARTH, *Necklines : the art of Jacques-Louis David after the Terror*, New Haven, Conn., London, Yale University Press, 1999. Voir aussi Edgar QUINET, *La Révolution*, Paris, Librairie Belin, 1987, p. 603-664 ; Jules CLARETIE, *Les derniers Montagnards, histoire de l'insurrection de prairial an III*, Paris, Librairie internationale Lacroix et Verboeckhoven, 1867.

(73) Voir ainsi : Jacques-Guy PETIT, Claude FAUGERON, Michel PIERRE, *Histoire des prisons en France : 1789-2000*, Toulouse, Privat, 2002 ; Olivier BLANC, *La dernière lettre – prisons et condamnés de la Révolution 1793-1794*, Paris, Éditions Robert Laffont, 1984 ; *idem*, *La corruption sous la Terreur – 1792-1794*, Paris, Éditions Robert Laffont, 1992 ; Jean-Claude VIMONT, *La prison politique en France – Genèse d'un mode d'incarcération spécifique XVIII^e-XX^e siècles*, Paris, Anthropos-Economica, 1993 ; Frédéric LENORMAND, *La pension Belhomme : une prison de luxe sous la Terreur*, Paris, Fayard, 2002 ; *idem*, *Douze tyrans minuscules : les policiers de Paris sous la terreur*, Paris, Fayard, 2003.

(74) AN, C 323, dossier 1381, pièce XIII.

et par la situation de son appartement, qui se trouve au premier étage et surplombe une terrasse, offrant une opportunité réelle d'évasion »⁷⁵. Ses deux gardes n'étaient visiblement pas à l'aise, enfermés avec l'ex-représentant en mission qui s'offusquait lorsqu'ils déclinaient son hospitalité tout en gardant un œil fébrile sur la fenêtre. Leurs ennuis ne cessèrent qu'avec l'exil soudain de Collot en Guyane française en l'an III, où il mourut en 1796.

Bien des députés redoutaient l'incarcération par-dessus tout - et à juste titre. Une fois derrière les barreaux, ils souffraient de conditions de détention dont ils se plaignaient avec amertume auprès de la Convention. Incarcérés à La Force en 1793 et 1794, plusieurs girondins découvrirent qu'on ne leur reconnaissait plus le statut de députés et étaient sujets à d'humiliantes fouilles de nuit pendant lesquelles on leur confisquait leurs effets personnels, dont leurs cartes de députés et leurs costumes officiels⁷⁶. Des conventionnels comme Ricord, détenu aux Quatre-Nations pendant la Réaction thermidorienne, considéraient la confiscation de leur costume ou de leur écharpe comme une offense sérieuse à leur statut de représentant du peuple : « De quel droit s'est-on permis une pareille action ? », demanda-t-il, « quel décret l'autorise ? [...] me dépouiller de mon écharpe ! cette écharpe, qui aux armées indiquait la route de la victoire ! cette écharpe, où le sang ennemi dont elle fut teinte, atteste l'usage que j'en ai fait ! & on me l'enlève ! »⁷⁷. Priver les Conventionnels de leur statut de représentants du peuple, tel était précisément l'objectif de certains gardiens et directeurs de prison. « [...] Je peux disposer de vous comme je le ferais de n'importe quel détenu », déclara un officier de police, administrateur pénitentiaire, à un groupe de députés incarcérés à la maison d'arrêt des Bénédictins anglais en 1793, avant d'ajouter « [...] j'ai oublié il y a bien longtemps que vous fûtes jamais députés ». Quand quelques députés demandèrent la permission d'obtenir un peu de sirop de vinaigre, l'administrateur leur répondit : « Si la loi ne le défend pas, je le défends, moi »⁷⁸. Certains

(75) Comité de sûreté générale, *Représentants du peuple en état d'arrestation*, 15 ventôse an III. AN, F⁷ 4443, pl. 2. Voir aussi Michel BIARD, *Collot d'Herbois Légendes noires et Révolution*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 1995, p. 189.

(76) *Les députés détenus à la Maison d'arrêt des Bénédictins anglais à leurs collègues des comités de Salut public & de Sûreté générale*, 12 thermidor II. AN, F⁷ 4444, pl. 3.

(77) Ricord, *Représentant du Peuple, A la Convention Nationale*, Paris, Imprimerie d'Hacquaret, 2 vendémiaire IV. AN, ADXVIII^c 254.

(78) « [...] nos collègues âgés ou valétudinaires ne purent pas même obtenir du sirop de vinaigre malgré l'excessive chaleur dont nous étions accablés. Sur l'observation que les détenus firent à l'administrateur que la loi n'en défendait pas l'entrée, il répondit "Si la loi ne le défend pas, je le défends, moi" ». *Les députés détenus à la Maison d'arrêt des Bénédictins anglais à leurs collègues des Comités de Salut public & de Sûreté générale*, 12 Thermidor II. AN, F⁷ 4444, pl.3.

gardiens voulaient corriger le comportement des prisonniers célèbres ; « il faut révolutionner »⁷⁹, déclara l'un d'entre eux à propos de ces détenus. Non seulement, ces désirs de « révolution » des administrateurs constituaient une humiliation pour les députés à titre individuel, mais ils remettaient ouvertement en cause les ordres de la Convention réclamant le respect dû à leur charge pour les députés épurés.

Les images telles que la célèbre toile évoquant le dernier banquet des girondins, ou encore le portrait de Camille Desmoulins dans sa cellule du Luxembourg dessiné par Hubert Robert, ont contribué à donner une vision romantique de la vie carcérale des représentants du peuple sous la Convention⁸⁰. Ewa Lajer-Burcharth a déjà invalidé cette vision en attirant l'attention sur le piteux état des montagnards emprisonnés tels que David les a représentés, lors de sa propre incarcération en l'an III⁸¹. Les conditions de détention étaient dures pour les députés, tant d'un point de vue physique que moral. D'innombrables lettres émanant de membres de la Convention thermidorienne incarcérés après les grandes épurations de prairial an III, évoquent l'humidité et la disette dans les prisons – souvent des forteresses perdues au fond des campagnes. Ruamps, Levasseur (de la Sarthe) et Maribon-Montaut écrivirent à la Convention depuis la citadelle de Besançon pour signaler qu'ils n'avaient pas touché leurs allocations de députés et ne pouvaient manger à leur faim : « Nous avons défriché et serré des légumes dans un coin de terre attenant notre chambre, nous n'avons pas la liberté d'y aller, toute correspondance avec nos familles nous étant interdite, nous ne pouvons prendre des engagements pour faire payer nos impositions [...] pourquoi tant de Rigueur envers des hommes qui tendoient au même but que vous êtes sur le point d'atteindre, l'affermissement de la République ? [...] »⁸². Les rigueurs subies par les députés en l'an III étaient souvent liées à la désorganisation de l'administration et à l'indécision

(79) « [...] Une partie de nos lits & effets ne nous parvint que trois à quatre jours après notre arrivée. On nous donna pour motif de ce retard la fatigue des chevaux, tout fut visité à l'entrée. On saisit à notre collègue Delamarre un compas à rouler les cheveux & une paire de ciseaux épointés, d'après l'ordre de l'administrateur qui se trouvoit en ce moment au guichet & qui voyant l'incertitude de celui qui faisoit la visite lui dit : "fais ton devoir révolutionnairement". Sur l'observation de notre collègue que le compas n'étoit point un arme dangereuse l'administrateur quitta le guichet en disant au gardien il faut révolutionner [sic] ». *Les députés détenus à la Maison d'arrêt des Benedictins anglais à leurs collègues des Comités de Salut Public & de Sécurité générale*, 12 Thermidor II. AN, F⁷ 4444, pl. 3.

(80) Pour les références de ces peintures, voir Jean de CAYEUX, Catherine BOULOT, *Hubert Robert*, Paris, Fayard, 1989, p. 289.

(81) Ewa LAJER-BURCHARTH, *op. cit.*, p. 88-118.

(82) « Copie de la Lettre des Représentans du Peuple Ruamps, Le Vasseur (de la Sarthe) et Maribon-Montaut Représentans du peuple détenus à la Citadelle de Bezancons, datée du 19 Thermidor an 3ème de la République [...]. Aux Représentans du Peuple composant le Comité de Salut Public ». AN, F⁷ 4443, pl. 10.

suscitée par leur notoriété ; cela ouvrait la porte à toutes sortes d'abus et de négligences⁸³.

Outre ces victimes immédiates, la Convention toute entière pâtit des épurations - elle qui avait voté tous ces décrets d'arrestation -, car celles-ci érodaient aussi la fragile démocratie sur laquelle reposait l'Assemblée. En trois ans, la Convention décida l'épuration de deux cent trente députés. Toutes ces purges massives constituaient autant d'attaques contre la représentation nationale : son intégrité, sa stabilité, mais aussi son image publique. À l'opposé de cette élimination régulière et massive de conventionnels, dans un contraste frappant, apparaissent la stabilité relative et la dépolitisation progressive du personnel administratif, policier et militaire, chargé d'arrêter les représentants du peuple⁸⁴. Au fil du temps, des rapports sur l'état de l'opinion commençaient à montrer que les épurations n'étaient plus perçues comme des mesures salutaires, mais comme le signe d'une instabilité politique chronique. Un rapport sur les suites des purges de prairial an III, révèle ainsi le mécontentement vis-à-vis de la Convention : « [...] On tourne en ridicule l'épuration actuelle de la Convention »⁸⁵. Les épurations parlementaires créaient un sentiment d'angoisse chez des citoyens qui avaient l'impression que leurs représentants abandonnaient leurs postes. En germinal an III, « une foule de citoyens, armés de piques et de sabres, s'est opposée au départ des représentants du peuple mis en arrestation, parce que, disait-on, les députés fuyaient de Paris par toutes les barrières [...] »⁸⁶. La Convention était bien consciente du sentiment d'instabilité politique né des épurations parlementaires incessantes. Dès juin 1793, Robespierre observait que les débats sur l'éviction de ses collègues girondins ternissaient l'image de l'assemblée : « Il me semble que nous nous occupons beaucoup trop de ces misérables individus », notait-il alors⁸⁷. Plus tard, Thibaudeau en appela également à la prudence : selon lui, la proposition de transférer

(83) Voir Jean-Claude VIMONT, *op. cit.*, p. 44

(84) Un phénomène relevé par Clive H. Church, qui décrit l'«expansion», l'«autonomie» et «la relative dépolitisation que les conflits entre partis imposèrent à la bureaucratie». Clive H. CHURCH, *Revolution and Red Tape, The French Ministerial Bureaucracy 1770-1850*, Oxford, Clarendon Press, 1981, p. 99.

(85) «Chailly – que les plaintes se réitérent tous les jours, et qu'on tourne en ridicule l'épuration actuelle de la Convention». Commission de Police administrative de Paris, *Rapport de Surveillance générale*, Paris, 25 thermidor III. AN, F^{1c} III Seine 16.

(86) Rapport du 14 germinal. Alphonse AULARD, *Paris pendant la réaction thermidorienne et sous le Directoire – recueil de documents pour l'histoire de l'esprit public à Paris*, Paris, L. Cerf [etc.], 1898, V.1, p. 632-633

(87) «Il me semble que nous nous occupons beaucoup trop de ces misérables individus. Je sais bien qu'ils voudraient que la république ne pensât qu'à eux seuls ; mais la république ne s'occupe que de la liberté. [...] » Maximilien ROBESPIERRE, *MU*, vol. 16, p. 748.

plusieurs montagnards arrêtés au Château de Ham, en germinal an III, portait sur la place publique une affaire interne à l'Assemblée : « Je pense [déclara-t-il] que la Convention n'aurait pas dû ordonner la translation de nos collègues hors de Paris. L'arrestation que vous avez prononcée contre eux n'est qu'une mesure de discipline intérieure »⁸⁸.

Les fréquentes arrestations de représentants du peuple semblaient altérer l'image des élus auprès de l'opinion. En qualifiant ses membres exclus de « monstres » ou de « tigres », la Convention mettait tous les législateurs « hors l'espèce humaine »⁸⁹ et autorisait le peuple à les traiter comme tels. En frimaire an III, avant que la Convention n'accuse officiellement Collot d'Herbois avec d'autres anciens membres, quelques individus agités envahirent la cour de son domicile en proférant des menaces et en appelant au meurtre de l' élu. Le Comité de sûreté générale dû donner l'ordre à la troupe d'assurer la sécurité de la résidence du conventionnel⁹⁰. Lorsque la déportation de Collot d'Herbois, de Billaud-Varenne et de Barère fut décrétée, après l'insurrection du 12 germinal, les Parisiens portèrent leurs protestations jusqu'à la place de la Révolution. Ils furent encerclés par une foule furieuse pendant plus d'une demi-heure, pendant laquelle un lieutenant eut une violente échauffourée avec des citoyens qui tentaient de tirer sur Barère à bout portant. Le gouvernement furieux demanda une enquête sur les raisons de l'inefficacité de la gendarmerie ; cela n'empêcha pas d'autres attaques tout au long de la route⁹¹. À Orléans, Collot n'eut la vie sauve que par la générosité d'un de ses gardes, qui fit écran de son propre corps sous une pluie de pierres⁹².

Lorsque le peuple s'érigait en juge des députés épurés, c'est toute la Convention qui était menacée. Cette situation atteint son paroxysme lors de l'insurrection de prairial an III, lorsque plusieurs conventionnels furent arrêtés par de simples citoyens. Le 2 prairial, Dugenne fut « arrêté » par plusieurs individus qui confisquèrent son sabre et sa canne-épée et le traînèrent devant la section de Montreuil. Le même jour, une femme

(88) Antoine-Claire THIBAUDEAU, *MU*, vol. 24, p. 121.

(89) « [...] comme si le décret qui venait de les frapper les avait mis hors l'espèce humaine. » Georges LENÔTRE, *Paris révolutionnaire*, Paris, Librairie Académique Didier ; Perrin et Cie, 1903, p. 109-110.

(90) « Convention nationale. Comité de Sûreté générale. Du 9 frimaire l'an trois de la République. AN, F⁷ 4443.

(91) « Paris le 16 Germinal l'an 3^e de la républic [sic] française. Hamel, lieutenant de la 29^{ème} division de Gendarmerie aux Citoyens Membres composant le comité de Sûreté générale ». AN, F⁷ 4444, pl.1.

(92) Pour plus de détails sur l'arrestation de Collot d'Herbois et de ses collègues : AN, F⁷ 4651.

« arrêta » le représentant du peuple Bernard (de Seine-et-Marne) et le présenta à la section de Gravilliers où il fut molesté par un citoyen. La même infortune advint à Boursault qui s'était adressé à un groupe de passants, lesquels, mécontents de son discours, le pourchassèrent pour l'arrêter. Le député « s'extirpa d'entre leurs mains en se frayant un chemin à coups de sabre » et se réfugia au Comité de sûreté générale⁹³. Il est difficile, bien entendu, de dire à quel point les fréquentes épurations à la Convention ont discrédité les députés à titre individuel, mais l'épuration est à coup sûr une composante d'une histoire complexe – celle de la perte de respect pour les députés et l'Assemblée, surtout en l'an III. Les relations entre la Convention et l'opinion étaient déjà très instables, l'épuration n'a fait qu'aggraver le manque de considération pour les institutions démocratiques et les élus pendant les années 1790.

Le peuple parisien surtout, s'accoutumait, comme le disait un contemporain, « à voir des Représentants disparaître de ce monde »⁹⁴ ; le destin de la représentation démocratique devenait donc de plus en plus précaire. Au plus fort de l'épuration, certaines prisons comme celle des Quatre-Nations, située en face des Tuileries et peuplée de députés épurés en l'an III, prenaient des allures de deuxième chambre. Députés libres et prisonniers se faisaient face de chaque côté de la Seine, sans savoir ce que leur réservaient les changements politiques. Les députés victimes de l'épuration massive étaient les premiers à alerter sur les risques que celle-ci faisait courir à la démocratie représentative. Bernard (de Saintes), incarcéré aux Quatre-Nations en l'an III, écrivit une lettre à la Convention, dans laquelle il déclarait l'épuration purement et simplement illégale :

« J'ai lu et relu la Constitution que le peuple vient d'accepter & dont vous ordonnez chaque jour l'exécution ; je n'ai vu nulle part qu'elle autorise les vexations que j'éprouve, au contraire elle les prohibe. Elle ne veut pas qu'un représentant du peuple soit recherché pour ce qu'il aura fait ou écrit dans l'exercice de ses fonctions ; elle ne permet l'accusation que pour fait de dilapidation ou de trahison ; elle ne veut pas qu'il soit arrêté sans un décret d'accusation [...] ; elle veut enfin qu'il soit libre jusqu'au moment de son accusation prononcée d'après les formes qu'elle prescrit [...]. »

(93) Rapport du 3 prairial. AULARD, *Paris pendant la réaction thermidorienne et sous le Directoire*, op. cit., vol.1, p. 737-738.

(94) « [...] La mort des 61 députés n'étoit demandée que pour accoutumer le peuple à voire des Représentants disparaître de ce monde, et y comprendre ceux des deux Comités à qui on en vouloit bien plus. [...] ». W76, pl. 3.

Si la Convention voulait voir ses lois respectées, ajouta Bernard, il lui fallait « observer religieusement » celle qui déterminait « la garantie de la représentation nationale », en protégeant les représentants du peuple de toute arrestation arbitraire : « Violenter celle-là, c'est ouvrir la porte à la violation de toutes »⁹⁵, précisa-t-il.

Selon Bernard toujours, ces questions de l'immunité parlementaire et de l'épuration étaient au cœur de la nouvelle démocratie, et d'elles dépendait sa survie. Le conventionnel Ricord, lui-aussi détenu aux Quatre-Nations, pendant la Réaction thermidorienne, était encore plus direct :

« Je ne m'étonne pas qu'une fois la majesté du Peuple ainsi violée, dans l'un de ses représentants, nulle voix ne s'élève parmi les autres pour oser combattre cet attentat, qui suppose la tyrannie établie »⁹⁶.

Selon Ricord, les épurations parlementaires chroniques avaient déjà entraîné l'altération de l'image de la représentation nationale. Il partageait cette analyse alarmiste avec Jeanne Marguerite Nicole Ricard, la mère du conventionnel Goujon, arrêté et condamné à mort suite à la grande épuration de prairial an III⁹⁷. Elle interrogeait :

« [...] Est-il encore une garantie pour la représentation nationale ? Est-il un seul de ses membres [sic] qui puisse reposer en paix, en se voyant sans cesse exposé à être arrêté, accusé, sans aucun moyen de défense... que deviendra la garantie de la représentation nationale ? Ne sera-t-elle pas plus exposée mille fois qu'aux temps de la plus grande rigueur ? Ne sera-t-elle pas totalement détruite ? »⁹⁸.

« Nous avons tous été quelque peu en prison. Cela nous est arrivé, à vous, à moi, à tout le monde. [...] Nos pères nous ont ouvert la route [...] » ; tels sont les mots de Philarète Chasles, fils du conventionnel du même nom,

(95) Bernard de Saintes, *Représentant du Peuple, A la Convention Nationale*, Paris, Imprimerie d'Hacquet, 9 vendémiaire IV. AN, ADXVIII^e 253.

(96) Ricord, *Représentant du Peuple, A la Convention Nationale*, Paris, Imprimerie Hacquet, 2 vendémiaire IV. AN, ADXVIII^e 254.

(97) Pour plus de détails concernant Jeanne Marguerite Nicole Ricard, et plus généralement sur Goujon, voir Françoise BRUNEL et Sylvain GOUJON, *op. cit.*, p. 453.

(98) RICARD, veuve GOUJON, *Réflexions adressées à la Convention nationale sur la question de savoir si elle doit laisser juger par la commission militaire les représentants du peuple, arrêtés le premier Prairial*. AN, ADXVIII^e 255.

dans ses *Mémoires*⁹⁹. Il y évoquait l'épuration et l'incarcération de son père en 1795, un de ces nombreux emprisonnements politiques qui, selon lui, ont terni le paysage politique français, parmi « ceux de 1793, de 1815, et ceux de 1848 »¹⁰⁰. Il gardait des souvenirs marquants de l'incarcération de son père :

« Pour moi, j'étais bien enfant quand le nom de Ham retentissait à mon oreille ; c'était la terreur et l'amusement de nos soirées. Je connais ses pierres noires, ses remparts, ses escaliers tortueux et ses plates-formes dominatrices, comme si je les avais bâtis. Je sais la profondeur des fossés ; je vois d'ici la chambre que mon père habitait »¹⁰¹.

Les épurations n'étaient pas des événements faciles à oublier, pas uniquement pour les députés directement concernés, mais aussi parmi leurs familles et leurs proches, qui se sont battus pendant les années qui ont suivi, afin d'obtenir des compensations, des réhabilitations et la justice à titre posthume. Les conventionnels qui avaient survécu à leur épuration – et continué de la contester dans leurs mémoires jusqu'en exil, après 1815-1816 – en gardaient un souvenir douloureux et éprouvant qui a joué un rôle important vis-à-vis du souvenir et de l'historiographie de la Révolution. L'épuration influença aussi la génération suivante, qui associa l'héritage républicain, celui de ses pères, aux souffrances de ces derniers. Ainsi Philarète Chasles se souvenait-il de la prison de son père à Ham, comme s'il l'avait « bâtie » lui-même. Le destin des conventionnels était intrinsèquement lié à celui de la République ; dans l'esprit de leurs contemporains, le sacrifice de ces derniers était indissociable de l'expérience démocratique.

Cet article a révélé que le phénomène d'épuration parlementaire ne s'était pas arrêté avec la fin de la Terreur, et que ses vagues successives qui ont frappé la Convention en l'an II et III ne résultaient pas uniquement de la politique jacobine. Au fil des attaques incessantes contre les droits des législateurs de la Convention, l'épuration est devenue une habitude ; des centaines de députés de tous bords l'ont subie pendant une longue période. Non seulement l'épuration a été un élément clé dans l'apparition d'une culture politique qui a décimé l'élite de la Révolution, mais elle

(99) Philarète CHASLES, *Mémoires*, deuxième édition, Paris, G. Charpentier, 1876, vol. 1, p. 67.

(100) *Ibidem*, « [...] récits de 1793, de 1815, et de 1848, ou les fantômes du château de Ham, de Vincennes et de la Bastille ».

(101) *Ibid.*, vol. 1, p. 67-69.

a aussi eu des conséquences fâcheuses sur les pratiques et les libertés parlementaires, et enfin, sur la nature et la longévité de la démocratie révolutionnaire même. Cet article a souligné la place centrale occupée par cette violence parlementaire dans l'histoire de la démocratie représentative d'alors. Il a aussi permis d'observer la complexité de ses causes, comment l'ont vécue et relatée tous ses intervenants, et les dommages profonds et durables qu'elle a infligés à l'image de la représentation nationale de la France révolutionnaire.

Mette HARDER
Université d'État de New York
Oneonta NY 13820 États-Unis
Mette.Harder@oneonta.edu